

Publications périodiques

Comptes annuels

FEDERAL FINANCE

SA à directoire (s.a.i.) au capital de 20 747 030,00 €.
Siège social : 1 allée Louis Lichou, 29480 Le Relecq-Kerhuon
318 502 747 R.C.S Brest.

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 18 mai 2018

I. — Bilan au 31 décembre 2017

(En milliers d'euros)

Actif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Créances sur les établissements de crédit	1	189 730	111 218
Opérations avec la clientèle	2	809 856	544 763
Obligations et autres titres à revenu fixe	3	1 018	1 017
Actions et autres titres à revenu variable	4	3 486	3 557
Participations et autres titres détenus à long terme	5	18 483	38
Parts dans les entreprises liées	5	33 732	33 732
Immobilisations incorporelles	6	7 234	7 321
Immobilisations corporelles	6	84	93
Autres actifs	7	5 450	4 633
Comptes de régularisation	8	17 869	10 329
Total		1 086 942	716 701

Passif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Dettes envers les établissements de crédit	9	543 872	315 605
Opérations avec la clientèle	10	426 817	281 458
Autres passifs	11	10 980	7 687
Comptes de régularisation	12	9 483	9 143
Provisions	13	5 061	5 155
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		1 164	1 164
Capitaux propres hors FRBG	14	89 565	96 489
Capital souscrit		20 747	20 747
Primes d'émission		4 685	4 685
Réserves		46 575	43 731
Report à nouveau		0	0
Résultat de l'exercice		17 558	27 326
Total		1 086 942	716 701

Hors-bilan	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés	16	212 999	189 866
Engagements de financement		170 436	150 550
Engagements de garantie		42 563	39 316
Engagements sur titres		0	0
Engagements reçus	16	789 924	596 479
Engagements de financement		20 000	20 000
Engagements de garantie		769 924	576 479
Engagements sur titres		0	0
Instruments financiers à terme		218 111	107 372

II. — Compte de résultat

En milliers d'euros	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	17	11 688	7 498
Intérêts et charges assimilées	17	-4 843	-3 909
Revenus des titres à revenu variable	18	10 072	21 972
Commissions (produits)	19	33 217	28 660
Commissions (charges)	19	-6 338	-5 059
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		4	1
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	20	113	56
Autres produits d'exploitation bancaire		3 597	3 146
Autres charges d'exploitation bancaire		-185	-47
Produit net bancaire		47 325	52 318
Charges générales d'exploitation	21	-23 073	-21 815
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-265	-267
Résultat brut d'exploitation		23 987	30 236

Coût du risque	22	-1 891	-13
Résultat d'exploitation		22 096	30 223
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	267
Résultat courant avant impôt		22 096	30 490
Résultat exceptionnel	23	0	0
Impôt sur les bénéfices		-4 538	-3 164
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
Résultat net		17 558	27 326

III. — Affectation du résultat

L'assemblée générale constate que le bénéfice de l'exercice 2017 après impôt s'élève à 17 557 572.82 euros. Le report à nouveau étant nul, le montant total disponible est de 17 557 572.82 euros.

Elle décide de répartir cette somme de la manière suivante :

Affectation du montant total disponible soit 17 557 572.82 euros aux réserves facultatives.

Il est rappelé que les dividendes qui ont été mis en paiement au titre des trois exercices précédents ont été de :

Exercice	Nombre total d'actions	Dividende distribué	Dividende global
2014	2.074.703	8.82 €	18 298 880,46 €
2015	2.074.703	9.25 € *	19 191 002,75 €
2016	2.074.703	11.80 €*	19 191 002,75

**Sur le plan fiscal, ce dividende ouvre droit, au profit des actionnaires personnes physiques, à l'abattement prévu à l'article 158-3, 2° du code général des impôts, calculé sur la totalité de son montant.*

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexe

1- Cadre juridique et financier et faits marquants de l'exercice

1-1 Cadre juridique et financier

Federal Finance, actionnaire principal de Federal Finance Gestion et de Schelcher Prince Gestion :

- développe les activités de banque privée du Crédit Mutuel Arkéa sous la marque Arkéa Banque Privée,
- développe les activités de d'épargne salariale du Crédit Mutuel Arkéa,
- rassemble les fonctions supports de la gestion d'actifs notamment les activités commerciales, administratives, comptables et de développement ainsi que les fonctions juridiques et réglementaires.

1-2 Faits marquants de l'exercice

En fin d'année 2017, Federal Finance a pris une participation dans la société MANDARINE GESTION, qu'elle détient désormais à hauteur de 13,31% de son capital.

2- Principes comptables et méthodes d'évaluation

2-1 Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

2-2 Principes généraux et méthodes d'évaluation

Principes généraux

Les comptes de Federal Finance sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit en France, prescrites par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Options et méthodes d'évaluation

Créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Conformément au règlement ANC 2014-07, la société Federal Finance applique l'étalement des commissions d'octroi de crédits (COC), des commissions de renégociation et des indemnités de remboursement anticipé sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû. Les commissions reçues sont présentées en produits nets d'intérêts dans le produit net bancaire au compte de résultat et intégrées à l'encours de crédit concerné au bilan.

Classement

Les créances sont réparties en encours sains et encours douteux.

Sont classées en encours douteux les créances pour lesquelles un risque de non-recouvrement partiel ou total est probable et qui répondent à l'une des 2 conditions suivantes :

- impayés de plus de six mois pour les crédits immobiliers ou de plus de trois mois pour les autres types de crédits ;

- contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet de procédures contentieuses.

Le passage d'une créance en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'ensemble des créances d'une contrepartie donnée.

Sont qualifiées d'encours douteux compromis les créances dont la déchéance du terme est prononcée.

La notion de « créances douteuses » recouvre les encours douteux et les encours douteux compromis. La comptabilisation des intérêts est suspendue à la date de passage en encours douteux compromis.

Lorsque les paiements des échéances ont repris de manière régulière, les créances sont reclassées en encours sains. Les créances restructurées dont la probabilité de recouvrement est jugée suffisante figurent également en encours sains.

Dépréciations

Les créances douteuses font l'objet, dossier par dossier, d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif. Les intérêts sur créances douteuses comptabilisés en produits sont intégralement dépréciés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises des dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont portées dans la rubrique « Coût du risque », à l'exception des dotations et reprises des dépréciations relatives aux intérêts sur encours douteux qui sont présentées dans le produit net bancaire.

Conformément au règlement ANC 2014-07, ces dépréciations sont constituées en valeur actualisée afin de couvrir l'ensemble des pertes prévisionnelles sur les encours douteux ou douteux compromis. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés.

L'actualisation est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable.

En pratique, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés ; en conséquence, seules les dépréciations sur créances contentieuses font l'objet d'une actualisation. Au compte de résultat, les dotations relatives à l'actualisation sont portées en coût du risque et les reprises relatives aux effets de désactualisation sont portées en produit net bancaire. Sont recensées au passif les provisions destinées à couvrir des risques hors-bilan individualisés.

Portefeuille titres

Les opérations sur portefeuille titres sont comptabilisées conformément aux dispositions prévues dans le règlement ANC 2014-07.

Titres de transaction

Sont considérés comme des titres de transaction les titres qui, à l'origine sont :

- soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme

- soit détenus par un établissement du fait de son activité de mainteneur de marché, ce classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock de titres fasse l'objet d'une rotation effective et d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché et respectant les conditions suivantes : ces titres doivent être négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles doivent être représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Les titres de transaction sont comptabilisés au bilan à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté, ces titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement les titres qui ne sont pas inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres visés au chapitre 5 du titre 3 du livre II de l'article 2014.07 de l'ANC.

Les titres de placement sont comptabilisés au bilan à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus en incluant le cas échéant les intérêts courus. A chaque arrêté, ces titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

La différence positive entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres à revenu fixe est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres en utilisant la méthode actuarielle à l'exception des titrisations et des obligations structurées pour lesquelles la méthode linéaire est appliquée.

A chaque arrêté comptable, par ligne de titre, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres ne s'inscrivant pas dans une stratégie de couverture font l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres d'investissement

Sont considérés comme des titres d'investissement les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « titres de placement » ou de la catégorie "titres de transaction" avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à échéance.

L'établissement doit disposer de la capacité de financement nécessaire pour les détenir jusqu'à leur échéance tout en n'étant soumis à aucune contrainte juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention de les détenir jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Les intérêts courus constatés lors de l'acquisition des titres, le cas échéant, sont comptabilisés dans des comptes rattachés.

La règle d'amortissement de la différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est identique à celle appliquée pour les titres de placement. Les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché ne font pas l'objet d'un provisionnement.

Seul le risque de défaillance de l'émetteur des titres peut donner lieu à constitution d'une dépréciation. Cette dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique « coût du risque ».

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent de l'activité de portefeuille les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention

d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de la société émettrice ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il s'agit notamment des titres détenus dans le cadre de l'activité de capital-développement.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés à la valeur la plus basse entre leur coût d'acquisition et leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent de l'activité de portefeuille les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de la société émettrice ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il s'agit notamment des titres détenus dans le cadre de l'activité de capital-développement.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés à la valeur la plus basse entre leur coût d'acquisition et leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Autres titres détenus à long terme

Les « autres titres détenus à long terme » sont des actions ou des valeurs assimilées qui sont détenues dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de cette dernière, en raison de la faiblesse des droits de vote liés à ces titres. Les autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Autres titres détenus à long terme

Les « autres titres détenus à long terme » sont des actions ou des valeurs assimilées qui sont détenues dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de cette dernière, en raison de la faiblesse des droits de vote liés à ces titres. Les autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont constitués d'actions et de valeurs assimilées dont la possession durable est estimée utile au développement de l'entreprise et qui permettent d'exercer une influence notable sur la société émettrice ou d'en assurer le contrôle. Cette influence est présumée pour un pourcentage de contrôle supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Ils sont ensuite évalués en fonction de leur valeur d'utilité et figurent au bilan au plus bas de leur valeur d'acquisition et de cette valeur d'utilité.

Les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Titres donnés en pension livrée

Les titres donnés en pension livrée sont conservés à l'actif du bilan et sont traités suivant les règles propres au portefeuille auquel ils appartiennent. La dette du cessionnaire est enregistrée au passif.

Opérations sur instruments financiers à terme

Les opérations sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07.

Les engagements sur les instruments financiers à terme sont portés sur une ligne du hors-bilan pour leur valeur nominale. Ce montant ne constitue qu'une indication du volume d'opérations en cours à la clôture et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à une valeur de marché ou par application de modèles d'évaluation généralement admis.

Instruments de taux

Marchés organisés

Les contrats de marché à terme sont réévalués à chaque arrêté à leur valeur de marché. Pour les opérations de couverture, les gains et les pertes réalisés sont comptabilisés en compte de résultat symétriquement à l'enregistrement des charges et produits relatifs à l'élément couvert. Pour les positions isolées, les gains et les pertes liés à la réévaluation sont portés directement au compte de résultat.

Marchés de gré à gré

Les contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) et les accords de taux futurs (FRA) donnent lieu à un calcul d'intérêts prorata temporis sur leur durée de référence. Les charges et produits sur un même contrat sont enregistrés pour leur montant net.

Pour les contrats optionnels (cap, floor, collar), les primes et les intérêts courus sont comptabilisés en résultat prorata temporis.

Dans le cas des swaps spéculatifs, une provision est calculée en cas de moins-value latente.

Dans le cas des swaps de couverture, une provision est calculée sur le titre couvert qui dégage une moins-value (qui ne serait pas totalement compensée par la plus-value latente du swap).

Instruments de change

Sur les swaps de change, le différentiel de valorisation est comptabilisé en résultat à chaque date d'arrêté.

Pour les options de change, les plus ou moins-values latentes sont constatées en résultat. A l'échéance, si l'option est exercée, cela se traduit sur l'exercice de l'option se traduit par une opération d'achat ou de ventes de devises.

Immobilisations

Les immobilisations figurent au coût historique, diminué des amortissements cumulés. Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire.

Conformément au règlement ANC n° 2014-03 relatif aux règles d'amortissement et de dépréciation des actifs, les principaux composants des constructions sont isolés en comptabilité et amortis sur leurs durées d'utilisation respectives. Les composants et durées d'amortissements suivants ont été retenus :

Composant	Durée d'amortissement
Gros œuvre bâtiments administratifs	50 ans
Gros œuvre agence	25 ans
Clots et couverts	25 ans
Lots techniques	20 ans
Agencements	10 ans
Matériel de bureau	4 à 5 ans
Matériel d'exploitation	3 à 8 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel de sécurité	2 à 10 ans
Matériel de transport	4 ans
Logiciel	3 à 5 ans
Logiciel interne	2 à 9 ans

En application du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les frais d'acquisition des immobilisations sont incorporés à la valeur d'entrée au bilan de ces immobilisations.

La méthode préférentielle en matière de comptabilisation des logiciels créés en interne est appliquée. Ainsi, toutes les dépenses de logiciels survenues après le début du processus de production (analyse détaillée, développement, recettes, documentation) sont immobilisées ; les dépenses ne répondant pas aux conditions d'activation (et notamment les dépenses d'étude préalable et d'analyse fonctionnelle) sont quant à elles comptabilisées en charges.

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur, un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien et sa valeur actuelle est effectué. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat, dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles ». En particulier, le mali généré par une opération de fusion ou assimilée subit une dépréciation lorsque la valeur actuelle d'un actif sous-jacent auquel une quote-part du mali a été affectée devient inférieure à la valeur comptable de l'actif précité, majorée de la quote-part du mali affecté.

En application du règlement 2015-06 de l'ANC transposant la direction européenne 2013, le mali technique est comptabilisé au bilan par catégories d'actifs selon son affectation aux plus-values latentes sur les actifs sous-jacent apportés (PCG art 745-5 et 745-6).

Le fonds commercial est constitué des éléments non identifiables d'un fonds de commerce et qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation séparée au bilan. Il concourt au maintien et au développement du potentiel d'activité : les fonds commerciaux présumés à durée indéfinie ne font pas l'objet d'amortissements mais de tests de dépréciation annuels conformément au règlement de l'ANC 2015-06 du 23/11/2015. Dans l'hypothèse où cela aboutirait à un montant inférieur à celui figurant à l'actif du bilan, une dépréciation serait enregistrée.

Provisions

Des provisions sont constituées en vue de couvrir des risques ou charges clairement identifiés et mesurables. Les provisions non liées à des opérations bancaires sont constituées conformément au règlement ANC 2014-03 : elles sont subordonnées à l'existence d'une obligation à l'égard des tiers sans contrepartie future.

Provisions épargne-logement

La provision épargne-logement est destinée à couvrir les risques liés à :

- l'engagement d'octroyer des prêts habitat aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux réglementé potentiellement inférieur aux conditions de marché du moment,
- l'obligation de rémunérer pour une durée indéterminée l'épargne collectée en plans épargne-logement à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat (taux pouvant s'avérer supérieur aux futures conditions de marché).

Cette provision est calculée par génération de plans d'épargne-logement (les PEL de même taux à l'ouverture constituant une génération) d'une part, et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement (qui constitue une seule et même génération) d'autre part, sans compensation entre les engagements relatifs à des générations différentes. Les engagements sont établis à partir d'un modèle prenant en compte notamment :

- les observations historiques des comportements des souscripteurs,
- la courbe des taux et une modélisation stochastique de ses évolutions.

Provisions pour engagements sociaux

Federal Finance applique la recommandation n° ANC 2013-02 du 7 Novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou des régimes à prestations définies. Les régimes à cotisations définies ne comportent aucun engagement de la société sur le niveau de prestations fournies. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique « frais de personnels ». Les régimes à prestations définies désignent des régimes pour lesquels la société s'est engagée à assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont intégralement provisionnés dans la rubrique du bilan « provisions ». Les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail sont également enregistrées à ce même poste.

Fonds pour risques bancaires généraux

Institué par le règlement n°90-02 du Comité de la réglementation bancaire et financière, ce fonds est constitué à la discrétion des dirigeants en vue de faire face à des risques dont la concrétisation est incertaine et qui relèvent de l'activité bancaire.

Les dotations ou reprises sont portées au niveau du compte de résultat dans la rubrique « dotations, reprises des fonds pour risques bancaires généraux ».

Conversion des comptes en devises

Conformément aux dispositions édictées par le règlement ANC 2014-07, les éléments d'actif, de passif et les engagements hors bilan de change au comptant exprimés en devises sont évalués au cours de marché à la clôture de l'exercice. A l'exception des éléments libellés en devises participant à la monnaie unique européenne, pour lesquels le taux de conversion officiel a été retenu. Les engagements de change à terme suivent la même règle. Les produits et charges en devises sont enregistrés au cours de change en vigueur le dernier jour du mois de leur perception ou de leur paiement ; les charges et produits courus mais non payés à la date de clôture sont convertis au cours de change à cette date.

Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat

Note 1. Créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	170 231	0	170 231	101 762	0	101 762
Prêts, valeurs reçues en pension	0	19 473	19 473	0	9 411	9 411
Créances rattachées	0	26	26	0	45	45
Total	170 231	19 499	189 730	101 762	9 456	111 218

Note 2. Opérations avec la clientèle actif

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Créances commerciales	0	0
Créances rattachées	0	0
Prêts et crédits	397 652	239 498
	397 652	239 498
	0	0
Créances rattachées	52	59
Comptes ordinaires	396 006	297 254
Créances rattachées	1 223	872
Créances douteuses	16 965	7 231
Dont douteux compromis	110	1 464
Dépréciations	-2 042	-151
Dont dépréciations/ douteux compromis	0	
Créances rattachées	0	0
Total	809 856	544 763

Le taux de couverture de provisions sur les créances douteuses s'élève à 12,04 % en 2017 contre 2,09 % en 2016.

Note 3. Obligations et autres titres à revenu fixe

En milliers d'euros	31/12/2017				31/12/2016			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus (valeur brute)		999		999		998		998
Créances rattachées		19		19		19		19
Total brut	0	1 018	0	1 018	0	1 017	0	1 017
Dépréciations		0		0		0		0
Total net	0	1 018	0	1 018	0	1 017	0	1 017
Plus et moins-values latentes		50		50		114		114
Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement				0				0

Note 4. Actions & autres titres à revenu variable

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Titres détenus	3 491	3 558
Créances rattachées	0	0
Dépréciations sur titres	-5	-1
Total net	3 486	3 557
Plus-values latentes	381	403

L'ensemble de ces titres est classé en titres de placement.

Note 5. Participations, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées.

En milliers d'euros	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Participations				
Valeur brute	0	18 429		18 429
Dépréciations	0			0

Valeur nette	0	18 429	0	18 429
Autres titres détenus à long terme				
Valeur brute	38	16		54
Dépréciations	0			0
Valeur nette	38	16	0	54
Entreprises liées				
Valeur brute	33 732	0		33 732
Dépréciations	0			0
Valeur nette	33 732	0	0	33 732

Le portefeuille est évalué suivant la situation nette et intègre le certificat au fonds de garantie pour 54 348 euros.

Il n'y a pas de titres cotés dans le portefeuille participations et parts dans les entreprises liées.

Liste des filiales et participations :

En milliers d'euros

Dénomination, adresse des sociétés	Part de capital détenue	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice clos
Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital			
1. Filiales (sociétés détenues à plus de 50 %)			
Federal Finance Gestion 1, allée Louis Lichou 29480 Le Relecq-Kerhuon	95%	42 266	16 017
Schelcher Prince Gestion 11 bis, rue Scribe 75009 Paris	84%	17 774	7 072
2. Participations et entreprises liées (détenues entre 10 % et 50 %)			
Mandarine gestion, 40 avenue George V - 75008 Paris (1)	13,31%	33 892	17 717

(1) Données au 31/12/2016

Opérations avec les entreprises liées et les participations :

En milliers d'euros	Participations		Entreprises liées	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital				
Actif				
Capital détenu				
Autres emplois	5 520	2 839	Na	Na
Créances	5 520	2 839	Na	Na
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Total emplois	5 520	2 839	Na	Na
Passif				
Dettes		461	Na	Na
Dettes représentées par des titres				
Total ressources	0	461	Na	Na
Engagements donnés				
De financement				
De garantie				
Total engagements donnés	0	0	0	0
Engagements reçus				
De financement			20 000	20 000
De garantie			166 414	138 238
Total engagements reçus	0	0	166 414	138 238

Au 31/12/2017, aucune transaction significative et n'ayant pas été conclue aux conditions normales de marché n'a été effectuée entre des parties liées.

Compte tenu du règlement de l'ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016, il n'est plus fait mention à compter du 31 décembre 2016 des créances, des dettes, des charges et des produits financiers concernant les entreprises liées.

Note 6. Immobilisations corporelles et incorporelles

En milliers d'euros	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Immobilisations incorporelles				
Montant brut	8 545	204	-39	8 710
Amortissements	-1 224	-252		-1 476
Montant net	7 321	-48	-39	7 234
Immobilisations corporelles				
Montant brut	192	4		196
Amortissements	-99	-13		-112
Montant net	93	-9	0	84

Les immobilisations incorporelles sont composées à 77 % de fonds commercial à fin 2017.

Aucune charge de dépréciation n'a été constatée sur les immobilisations incorporelles au cours de l'exercice 2017.

Fonds de commerce

Eléments constitutifs	Achat	Reçu en apport	Cessions	Montant global	Dépréciations
APA BPE GESTION DE FORTUNE - 2013		6 651		6 651	
Autres		21		21	
Total	0	6 672	0	6 672	0

Note 7. Autres actifs

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Etat	520	705
Prime épargne-logement	18	15
Opérations sur titres	4 512	3 650
Dépôts de garantie versés	104	105
Autres débiteurs divers	296	158
Total	5 450	4 633

Note 8. Comptes de régularisation - Actif

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Valeurs à l'encaissement	96	9
Comptes d'ajustement	12	
Primes émission TCN et emprunts obligataires	0	
Charges constatées d'avance	31	
Produits à recevoir	16 303	10 300
Comptes de régularisation divers	1 427	20
Total	17 869	10 329

Note 9. Dettes envers les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Autres sommes dues	133		133	40		40
Emprunts et valeurs données en pension		543 743	543 743		315 521	315 521
Dettes rattachées		-4	-4		44	44
Total	133	543 739	543 872	40	315 565	315 605

Note 10. Opérations avec la clientèle - Passif

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial	87 159	2 021	89 180	47 344	1 338	48 682
Dettes rattachées sur comptes d'épargne	233	45	278	114	40	154
Comptes ordinaires	309 008		309 008	186 690		186 690
Comptes à terme et emprunts		26 854	26 854		44 430	44 430
Titres donnés en pension livrée						
Dettes rattachées	1 371	126	1 497	1 122	380	1 502
Total	397 771	29 046	426 817	235 270	46 188	281 458

Note 11. Autres passifs

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Etat	2 135	1 157
Rémunérations dues au personnel	1 841	1 441
Charges sociales	1 161	1 043
Divers	5 843	4 046
Total	10 980	7 687

Note 12. Comptes de régularisation - Passif

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	95	1
Produits constatés d'avance		
Charges à payer	9 254	7 835
Comptes d'ajustement	12	

Comptes de régularisation divers	122	1 307
Total	9 483	9 143

Note 13. Provisions

En milliers d'euros	31/12/2016	Autres variations	Dotations	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	31/12/2017
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	4 200		0	0		4 200
Provisions pour engagement de retraite	163			0	-8	155
Provisions épargne-logement	29				-6	23
Autres provisions	763		148	0	-228	683
Total	5 155	0	148	0	-242	5 061
Variation nette			-94			

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques, de taux de rotation des effectifs, d'augmentations des salaires, de taux d'actualisation et d'inflation. En particulier, les calculs réalisés intègrent un taux d'actualisation de 1,54 %. Ce taux est déterminé en référence à l'indice iBoxx corporate AA 10+ eurozone basé sur des obligations privées. Les calculs intègrent également un taux de rotation des effectifs compris entre 0,91 % et 6,73 % et un taux de revalorisation des salaires brut d'inflation de 2,33 % pour les cadres et de 2,18 % pour les non cadres. Les engagements sont évalués sur la base des tables de mortalité TH00-02 et TF00-02 pour la phase de constitution de l'engagement et des tables de mortalité TGH05 et TGF05 pour la phase de restitution des rentes.

Note 14. Capitaux propres hors FRBG

En milliers d'euros	Début d'exercice	Affectation résultat exercice précédent	Variation de l'exercice	Fin d'exercice
Capital	20 747			20 747
Prime d'émission	4 685			4 685
Total réserves	43 731	2 844	0	46 575
Réserve légale	2 075			2 075
Réserves facultatives et statutaires	41 656	2 844		44 500
Réserves plus-values à long terme	0			0
Autres réserves	0			0
Provisions réglementées	0			0
Ecart de réévaluation	0			0
Report à nouveau créditeur	0			0
Report à nouveau débiteur	0			0
Résultat de l'exercice	27 326	-27 326	17 558	17 558
Dividendes versés		24 482		
Total	96 489	0	17 558	89 565

Le capital est composé de 2 074 703 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 euros soit un capital de 20 747 milliers d'euros.

Note 15. Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

En milliers d'euros	D<3 mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	Total
Actif						
Créances sur établissements de crédit	180 278	0	3 000	6 426	26	189 730
À vue						0
À terme						0
Créances sur la clientèle	412 784	20 159	120 931	246 183	9 799	809 856
Créances commerciales		20 159	120 931	246 183	8 576	395 849
Autres concours à la clientèle						0
Comptes ordinaires débiteurs	412 784				1 223	414 007
Obligations et autres titres à revenu fixe						0
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	69 922	69 618	258 704	145 631	-3	543 872
À vue						0
À terme						0
Opérations avec la clientèle	418 383	7	6 266	386	1 774	426 816
Comptes d'épargne à régime spécial	88 461	7	326	386	278	89 458
À vue	87 159					87 159
À terme	1 302	7	326	386	278	2 299
Autres dettes	329 922	0	5 940	0	1 496	337 358
À vue	309 008				1 371	310 379
À terme	20 914		5 940		125	26 979
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0
Bons de caisse						0

Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables						0
Emprunts obligataires						0

Note 16. Engagements de l'activité bancaire

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés	212 999	189 866
<i>Engagements de financement</i>	170 437	150 550
En faveur des établissements de crédit		
En faveur de la clientèle	170 437	150 550
<i>Engagements de garantie</i>	42 562	39 315
D'ordre d'établissements de crédit		
D'ordre de la clientèle (1)	42 562	39 315
<i>Engagements sur titres</i>	0	0
Autres engagements donnés	0	0
Engagements reçus	789 924	596 479
<i>Engagements de financement</i>	20 000	20 000
Reçus des établissements de crédit	20 000	20 000
<i>Engagements de garantie</i>	769 924	576 479
Reçus des établissements de crédit	166 414	138 238
Reçus de la clientèle	603 510	438 241
<i>Engagements sur titres</i>	0	0
Autres engagements reçus		
Engagements sur instruments financiers à terme	218 111	107 372

(1) Un engagement hors-bilan de 18,2 M€ est provisionné à hauteur de 4,2 M€

Note 17. Intérêts, produits et charges assimilés

En milliers d'euros	31/12/2017		31/12/2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	405	-2 578	258	-1 655
Opérations avec la clientèle	11 044	-2 210	7 172	-2 143
Obligations et autres titres à revenu fixe	68		68	
Autres opérations	171	-55	0	-111
Total	11 688	-4 843	7 498	-3 909

Note 18. Revenus des titres à revenu variable

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Actions et autres titres à revenu variable		
Activité de portefeuille		
Participations et autres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées	10 072	21 972
Total	10 072	21 972

Note 19. Commissions

En milliers d'euros	31/12/2017		31/12/2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	4	0	0	-12
Opérations avec la clientèle	161	-12	304	-12
Opérations sur titres	0	0	0	0
Opérations de change	0	0	0	-171
Opérations sur hors-bilan	200	-329	103	-111
Prestations de services financiers	32 852	-5 997	28 253	-4 753
Total	33 217	-6 338	28 660	-5 059

Note 20. Gains ou pertes sur opérations de portefeuille

Portefeuilles de placement et assimilés :

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Opérations sur titres de placement		
Plus-values de cession	117	100
Moins-values de cession	0	-44
Dotations aux dépréciations	-6	-7

Reprises des dépréciations	2	7
Total	113	56

Note 21. Charges générales d'exploitation

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Frais de personnel	-12 055	-10 882
Salaires et traitements	-6 813	-6 140
Charges sociales	-3 145	-2 934
dont charges de retraite	-790	-830
	-2 355	-2 104
Intéressement et participation	-1 177	-911
Impôts et taxes afférentes	-920	-897
Autres frais administratifs	-11 018	-10 933
Impôts et taxes	-607	-483
Services extérieurs	-11 377	-11 067
Charges refacturées	966	617
Total	-23 073	-21 815

Le « crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi » (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel pour un montant de 135 175 euros au 31 décembre 2017.

Le CICE a permis d'assurer le développement de la société grâce à des investissements maîtrisés, incluant des investissements d'innovations et règlementaires.

Ventilation des effectifs du personnel salarié

Effectifs moyens	31/12/2017	31/12/2016
	Personnel salarié	Personnel salarié
Employés	26,25	31,75
Cadres	94,25	91,00
Total	120,50	122,75

La rémunération allouée aux membres du conseil de surveillance s'élève à 16 250 euros.

Note 22. Coût du risque

En milliers d'euros		31/12/2017	31/12/2016
Créances	Dotations	-2 016	-151
	Reprises utilisées		
	Reprises devenues disponibles	125	138
	Récupération sur créances amorties		
	Créances irrécouvrables couvertes		
	Créances irrécouvrables non couvertes		
Risques hors-bilan	Dotations		
	Reprises utilisées		
	Reprises devenues disponibles		
Titres	Dotations		
	Reprises		
Provisions pour autres	Dotations		
Risques et charges	Reprises		
Solde		-1 891	-13

Note 23. Impôt sur les bénéfices

	31/12/2017	31/12/2016
Charge fiscale courante	-4 538	-3 164
Charge fiscale liée au contrôle fiscal	0	0
Créance de carry back	0	0
Charge nette d'impôt sur les bénéfices	-4 538	-3 164
Résultat courant avant impôt	22 096	30 490
Taux effectif d'impôt	20,54%	10,38%

Note 24. Intégration fiscale

La société est comprise dans le périmètre de l'intégration fiscale du groupe Crédit Mutuel Arkéa dont la société mère est Crédit Mutuel Arkéa depuis le 01/01/2009. En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale. Le montant ainsi calculé, déductions faites des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère.

Note 25. Comptes consolidés

Federal Finance n'a ni contrôle exclusif, ni influence notable dans aucune entreprise. Il n'y a donc pas lieu, pour elle, de présenter des comptes consolidés. Ses comptes sont intégrés globalement dans les comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel Arkéa, situé au 1, rue Louis Lichou 29480 Le Relecq Kerhuon.

Les états financiers consolidés sont consultables sur le site internet du Crédit Mutuel Arkéa, à savoir : http://www.arkea.com/banque/assurance/credit/mutuel/ecb_5034/fr/rapports-annuels.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'assemblée générale de la société Federal Finance,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Federal Finance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit.

I. Fondement de l'opinion

- Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

II. Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit - Dépréciation des encours (Cf. paragraphe « Créances » au point 2.2 de l'annexe)	
Risque identifié	Notre réponse
Fédéral Finance est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers portent notamment sur ses activités de prêts	Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place par Federal Finance pour évaluer, sur une base individuelle, le montant des dépréciations des créances de sa clientèle, notamment au travers d'échanges réguliers avec la direction et plus particulièrement avec la direction des risques.
Votre société constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Celles-ci sont déterminées sur base individuelle. Elles sont fondées sur des paramètres réglementaires ou spécifiques ainsi que sur des critères d'impayés ou de situation financière de la contrepartie.	Nos travaux ont consisté en la réalisation de tests, par sondage, du dispositif d'identification et de suivi des risques de crédits et du dispositif d'estimation des dépréciations.
Nous avons considéré que l'évaluation de ces provisions constitue un point clé de l'audit des comptes annuels compte tenu de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour la détermination des flux futurs estimés.	Sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons analysé la documentation relative à l'appréciation du risque de non recouvrement. Nous avons enfin procédé à un examen des données et des hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs sur cet échantillon de dossiers de crédit.
Système d'information	
Risque identifié	Notre réponse
La fiabilité et la sécurité du système d'information jouent un rôle clé dans la préparation de l'information financière. L'appréciation des contrôles généraux informatiques et des contrôles applicatifs spécifiques aux différentes chaînes de traitement de l'information qui concourent à l'élaboration de l'information comptable et financière, représente un point clé de l'audit. En particulier, l'existence d'un dispositif de contrôle des droits d'accès aux systèmes d'information et des niveaux d'autorisation en fonction des profils de collaborateurs constitue un contrôle clé pour limiter le risque de fraudes ou d'erreurs imputables à des modifications inappropriés du paramétrage des applicatifs ou des données qui leur sont sous-jacentes.	Les travaux que nous avons mis en œuvre avec le support de nos spécialistes informatiques ont plus particulièrement porté sur les éléments suivants : - Compréhension des systèmes, processus et contrôles qui sous-tendent l'information comptable et financière ; - Evaluation des contrôles généraux informatiques (gestion des accès aux applications et aux données, gestion des changements et des développements relatifs aux applications, gestion de l'exploitation informatique) sur les systèmes significatifs (notamment applications comptables, de rapprochement automatique, de gestion des crédits) ; - Evaluation des contrôles applicatifs automatiques ; - Analyse détaillée des interfaces et des flux en amont/aval des principaux processus métiers ; - Revue des écritures manuelles

III. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

- Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

- Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

IV. Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

- Désignation du commissaire aux comptes

Nous avons été nommés commissaire aux comptes de la société Federal Finance par l'assemblée générale du 8 février 1980.

Au 31 décembre 2017, le cabinet Mazars était dans la 36^{ème} année de sa mission sans interruption.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

- Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- Rapport au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons un rapport au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Courbevoie, le 20 avril 2018

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Gilles DUNAND - ROUX

VI. — Rapport de gestion

En application du règlement n°94-03 du Comité de la réglementation bancaire et financière, le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante : Federal Finance, 1 allée Louis Lichou 29480 Le Relecq-Kerhuon.